

A l'attention de :

Pr François ANGOULVANT  
Président du Groupe Français de Réanimation et Urgence Pédiatrique  
Assistance Publique des Hôpitaux de Paris - Necker-Enfants Malades  
Service des Urgences Pédiatriques  
149, rue de Sèvres  
75015 PARIS  
Courriel : francois.angoulvant@aphp.fr

Professeur Christèle GRAS LE GUEN  
Présidente de la Société Française de Pédiatrie,  
Hôpital Necker – Enfants-Malades (NEM),  
149, rue de Sèvres  
75015 Paris  
[Christelle.grasleguen@chu-nantes.fr](mailto:Christelle.grasleguen@chu-nantes.fr)

Professeur Brigitte CHABROL  
Présidente du Conseil National Professionnel de Pédiatrie  
Conseil National Professionnel de Pédiatrie  
Secrétariat SFP Hôpital Necker Enfants Malades  
149 rue De Sèvres  
75015 Paris

Professeur Robert COHEN  
Président du Groupe de Pathologie Infectieuse Pédiatrique  
CHU Lenval,  
57 avenue de la Californie,  
06200 Nice

Docteur Nathalie GELBERT  
Présidente de l'Association Française de Pédiatrie Ambulatoire  
15 Rue Maurice Berteaux  
33400 TALENCE

Docteur Elise LAUNAY  
Présidente du Groupe de Pédiatrie Générale Sociale et Environnementale  
Service de pédiatrie  
Hôpital André Mignot,  
177 rue de Versailles,  
78150 LE CHESNAY

Le 2 février 2022

Mesdames, Messieurs,

Nous avons pris connaissance des communiqués de décembre 2021 de vos Sociétés Savantes.

Nous sommes coordinateurs de Collectifs de parents organisés à l'échelon départemental, initiateurs et coordinateurs d'actions judiciaires lancées au niveau local et régional (Tribunaux administratifs, sommations interpellatives aux recteurs d'académie), national (Conseil d'État) et international (2 actions pendantes devant Cour Européenne des Droits de l'homme pour violation du droit à la santé et à l'éducation des enfants).

En cette qualité, nous nous sommes clairement positionnés, avec des argumentations précisément étayées de documents issus de sources indiscutées (voir pj mémoire de l'action CEDH précitée), contre bon nombre de mesures sanitaires que nous jugeons lourdement disproportionnées, imposées aux jeunes enfants.

Parents responsables de la santé de leurs enfants (aux termes de l'article 371-1 du code civil), nous ne sommes en aucune manière complotistes, ni « anti-vax » de principe, ou autre caricature permettant d'exclure ceux qui souhaitent une réflexion approfondie et une gestion normale de cette crise, c'est-à-dire impliquant toutes les parties prenantes en toute transparence et transfert d'informations objectives et vérifiées.

Pourtant, presque aucun des médias les plus en vue ne rapportant nos actions depuis un an, vous ne nous connaissez sans doute pas. A contrario, vous avez su les prises de position d'autres « Collectifs », au caractère fortement anxiogène et dépourvues de références scientifiques vérifiées, à tel point que vous les regrettez, par un communiqué de vos Sociétés du 27 décembre 2021.

Nous sommes des parents extrêmement attentifs à la santé de nos enfants fortement malmenée depuis le début de la crise, et encore plus depuis le mois de novembre : les enfants sont désignés comme co-responsables des contaminations, les enfants sont masqués en récréation et en sport, et maintenant à l'extérieur même de l'école lorsque les arrêtés préfectoraux n'ont pas été annulés par les tribunaux...

Depuis plus d'un an, nous nous sommes enrichis de la lecture et des interviews des spécialistes de la santé infantile, dont vous-mêmes. Sans être devenus experts, nous avons atteint un degré de savoir et d'esprit critique sur la question, qui nous ont permis de distinguer nombre d'éléments qui nous paraissent anormaux dans la manière dont les enfants et les adolescents sont traités dans cette crise. C'est ainsi, par exemple, que la présentation/justification de ces mesures comme seules alternatives à la fermeture des écoles, que nous ne voulons absolument pas, nous est apparue biaisée.

Ainsi également, nous apparaît anormale la manière dont sont traitées la question du masque porté 8 à 10 heures par jour et ce, chaque jour depuis 14 mois par les enfants à l'école, celle du masque dans les crèches, et, dernièrement, celle de la vaccination des 5-11 ans.

Ces derniers, comme vous l'écrivez maintenant tous, et comme le montrent les statistiques de Santé Publique France, sont heureusement épargnés, dans leur quasi-totalité, par les formes graves Covid19.

Si l'émergence de variants plus contagieux a vraisemblablement accru la capacité des enfants à transmettre le virus, cela ne l'a pas été dans une plus grande mesure que celle des adultes, qui reste largement supérieure : la proportion des enfants testés, par rapport à celle des adultes, a explosé depuis novembre 2021, produisant des résultats en trompe l'œil que peu ont souligné.

Sans rentrer ici dans le détail de tout ce qui nous surprend, voire nous choque, le plus étonnant dénominateur commun à ces mesures, qui portent lourdement atteinte à la santé physique et psychique des enfants, est le fait qu'elles sont prises, à grand renfort de communication, en occultant totalement d'autres pathologies autrement plus dangereuses pour nos enfants et pour lesquelles aucune mesure, ou presque, n'est prise.

Nous avons nous-mêmes demandé que soit menée une étude comparative de la sévérité de maladies pédiatriques courantes par rapport au Covid 19 chez les enfants de moins de 15 ans de mars 2020 à mars 2021. Vous trouverez cette étude en pièce jointe, qui a confirmé nos inquiétudes. Cette étude, communiquée à l'Education Nationale notamment, et à la presse, n'a reçu aucun relais et les autorités saisies n'ont jamais répondu à notre alerte.

Il a fallu attendre ces deux derniers mois pour que certains d'entre vous finissent par souligner l'extraordinaire disproportion entre d'une part le traitement inédit réservé aux enfants par les « Autorités » pour soi-disant les protéger du Covid-19 et d'autre part l'absence totale de mesures pour les autres maladies

- A fin novembre 2021, selon la Haute Autorité de Santé, moins de 1300 enfants hospitalisés Covid en cumulé depuis le début de la crise et vous avez indiqué vous-même le 27/12/2021 que ce chiffre serait surévalué. Depuis le début de la crise il y aurait eu 18 décès chez les 5-19 ans attribués au Covid-19 dont la majorité d'enfants vulnérables et affectés de comorbidité ;
- Chaque année, il y a selon vous 30 000 hospitalisations et 20 décès chez les enfants de moins de 1 an dus à la bronchiolite ; 250 décès chez les 0-19 ans dus à la grippe; 14 000 hospitalisations chez les moins de 3 ans dues aux gastro-entérites virales et 35 000 enfants hospitalisés après une crise d'asthme).

Malgré l'impact sur la santé des enfants de ces nombreux virus, heureusement, aucune mesure générale de fermeture de classe ou de collectivité n'a jamais été envisagée jusqu'au Sars-CoV-2...

On doit évidemment ajouter le cancer à ces maladies : le journal « Le Monde » du 29 décembre 2021 rapporte plus de 500 décès par an d'enfants du fait de cancers.

Pourtant, on voit beaucoup moins d'empressement de la part de l'Etat à prendre les mesures qui s'imposeraient au vu de l'importance de ces maladies pour les enfants et de leurs origines anthropiques (pollution, malbouffe...), qu'à sonner l'urgence de la vaccination des petits avec un vaccin en phase expérimentale, dont on sait aujourd'hui qu'il a malheureusement très peu d'effet sur la propagation du Covid19. Ceci aussi est, pour nous, complètement anormal.

Il est en outre plus que paradoxal que l'Etat justifie cette vaccination par la pression de l'épidémie sur les services hospitaliers alors qu'il continue d'en réduire les moyens, y compris, d'après nos informations, ceux de vos propres services.

Dans ces conditions, le fait qu'*en seulement quelques jours* (juste une semaine après le 23 décembre 2021), le positionnement des Sociétés Savantes sur la vaccination des 5-11 ans soit passé d'une grande prudence (position du Conseil Consultatif National d'Éthique du 17 décembre 2021 réservant une possibilité de vacciner les enfants vulnérables, ce qui nous paraissait raisonnable) à la « recommandation » de la vaccination « de tous les enfants âgés de 5 à 11 ans » (les enfants vulnérables n'étant plus qu'une « priorité ») n'a cessé de nous surprendre.

Ceci nous apparaît d'autant plus préoccupant que nous n'avons plus aucune naïveté quant aux conséquences de cette communication : à chaque contamination d'enfant, la population et les éducateurs, abreuvés de messages anxigènes et culpabilisants, vont vouloir savoir **QUI** a pu contaminer.

Omettant complètement que le nombre de contaminés dépasse largement les pics précédents alors

que 90% de la population adulte est vaccinée, et alors que presque nous tous connaissons aujourd'hui des personnes malades du Covid19 doublement ou triplement vaccinées, on voudra savoir **QUI** sont les enfants non vaccinés : on les dénoncera et on dénoncera leurs parents « irresponsables ».

Dans l'esprit de la majorité en effet, du fait d'une étonnante communication de masse qui a culminé avec la déclaration du Président de la République dans « Le Parisien » le 5 janvier, le virus n'est plus la cause des contaminations, et l'incapacité des vaccins à freiner la contagion non plus : ce qui contamine est l'irresponsable adulte non vacciné.

Et il n'y a aucune raison pour qu'il en soit différemment avec les enfants : le Premier Ministre Castex ayant lui-même, le 11 décembre 2021, publiquement pointé du doigt sa fille qui l'aurait contaminé alors qu'il revenait de tournée où il avait serré tant de mains de sympathisants, et ce, sans port de masque ou autre geste barrière... La campagne lancée par l'Education Nationale de « sensibilisation » des enfants à la vaccination Covid, de l'école au lycée, va aussi y contribuer, alors qu'on ne voit pas que cette campagne entre dans les missions de cette institution <https://eduscol.education.fr/2792/sensibiliser-les-jeunes-du-cp-au-lycee-la-vaccination>

Tout cela, à nouveau, nous paraît anormal... alors que la Suède vient décider de ne pas recommander la vaccination aux 5-12 ans.

Nous constatons par contre que, malgré le pic épidémique actuel près de 7 fois plus haut que ce qui était enregistré dans les plus fortes vagues précédentes, le nombre de décès reste environ 5 fois moins élevé qu'au plus fort de la première vague, la plus meurtrière en avril 2020. Nous constatons aussi que le profil des personnes gravement malades et des personnes décédées reste, pour une large majorité, celui de personnes âgées et/ou présentant des facteurs de comorbidité ou de vulnérabilité importants.

Dans le contexte actuel, ceci est un élément qui doit permettre l'ouverture de discussions entre toutes les parties et en premier lieu avec les parents, instruits de 19 mois de détresse de leurs enfants mineurs, pour trouver le moyen de vivre avec le Covid19 plutôt que de chercher à l'éliminer « *quoi qu'il en coûte* »... à ces mêmes enfants qui de surcroît auront à payer la facture monétaire en plus de la facture psychologique et sociale.

Nous vous demandons donc de nous recevoir en urgence pour que nous puissions, ensemble, agir avec vous pour le bien de nos enfants.

Dès votre retour à l'adresse ou aux coordonnées téléphoniques indiquées, nos représentants se mettront en relation avec vous pour organiser une première rencontre, dans un esprit de collaboration et de sérénité indispensable à la construction d'alternatives à la fuite en avant actuelle.

Croyez, Mesdames, Messieurs, à l'assurance de nos meilleurs sentiments.

PJs :

- ✓ Mémoire déposé devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme le 1/12/2021
- ✓ Bordereau de pièces communiqué à la Cour
- ✓ Etude d'Emmanuelle Darles et Vincent Pavan, enseignants chercheurs en mathématique et informatique, comparant les taux d'hospitalisation de certaines pathologies infantiles en 2020/mars 2021.

Signataires :

Nicolas LANDY, Coordinateur de l'action 06 62 69 67 28.

Pascal Billot, région académique Auvergne-Rhône-Alpes 07.83.63.63.87.

Tanguy Cougard, région académique Bourgogne Franche-Comté 06.65.37.38.57.

Alice Martinon, région académique Bretagne 06.46.74.80.70.

Patricia Lefebvre, région académique Centre-Val de Loire 06.82.96.97.08.

Carole de Fraipont, région académique du Grand-Est 06.61.98.03.89

Olivier Colonna région académique Hauts de France 06.51.23.46.49.

Norbert Noga, région académique de Nouvelle-Aquitaine 06.88.79.88.52.

Mélanie Lancien, région académique de Normandie 06.85.33.67.08.

Claire Harlez, région académique Occitanie 06.81.84.24.43.

Maria Cloarec, région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur 06.30.89.84.51.

Anaïs Ménard, région académique Pays de Loire, Tél. : 06.15.74.77.22.

Alexis Da Silva et Mireille RoCHAT, Région académique Ile de France, 06 63 37 50 61 et 06 32 22 72 18.

*Merci de bien vouloir adresser tout courrier au coordinateur de l'action Nicolas LANDY, 18 rue Henry Delagenière 72000 Le Mans.*